

Crise et Recul du Nationalisme Economique d'etat Collectif en Afrique

Bernard Founou-Tchuilgoua*

RÉSUMÉ. When the OAU adopted the Lagos Plan of Action in 1980 it implicitly admitted that the nationalist movement was right in ascribing the under-development of the continent to imperialism and in advocating delinking as Samir Amin calls it - as a (necessary but of course insufficient) requirement for development; better still the OAU rejected the counter Plan (Berg Report) drafted by the World Bank. In 1986, however, with the adoption of Africa's Priority Programme for Economic Recovery (APPER) the OAU shifted to the position imposed by the World Bank and the IMF. In effect APPER rejects the principle of self-centered development even that of food self sufficiency; advocates a tightening of relations between Africa and the Center and legitimizes structural adjustment. these policy changes mark an ideological shift from nationalism to neo-liberalism. The vulgar anti-socialism of political leaders including a few who claim to be Marxist is at the root of externally induced corruption and political oppression. In the main, African national liberation movements have failed to inculcate a democratic tradition. Thus democracy has to play a leading role in the search for alternatives. Marxism should be a component of such a democracy - a type of Marxism which must stop short of imposing one school of thought one which does not have claim to a monopoly of truth.

La détérioration des conditions de vie déjà précaires des peuples africains s'accélère sous l'effet de la crise, notamment de la crise de la solvabilité des Etats. Pour y faire face, ceux-ci adoptent les politiques néo-libérales préconisées par les forces dominantes du Centre. Le débat sur les problèmes de développement est occulté par celui des mécanismes du fonctionnement du système et celui de la dette. C'est la confusion. Nous avons le devoir de recentrer nos débats sur les problèmes de développement. Est-ce dans le cadre du nationalisme économique radical ou dans celui du néo-libéralisme que les problèmes économiques fondamentaux seront résolus ? Pour nous, le nationalisme économique est une condition indispensable du développement. Les problèmes de la solvabilité des Etats doivent être inscrits dans cette perspective. Or, les Etats africains sont en train d'abandonner non pas le nationalisme économique comme action, que la plupart n'ont jamais pratiqué, mais comme doctrine. Ils renoncent à l'idée même de nationalisme économique, qui, auparavant, n'avait été rejeté ouvertement que par quelques-uns (puisque tous ont adopté le plan d'action de Lagos) et qui progressivement l'a été au niveau collectif depuis 1981, date de la publication d'un contre-plan de Lagos par la Banque Mondiale.

* From du Tiers Monde..

Ce papier examine la façon dont cette évolution s'est produite, les facteurs fondamentaux qui l'ont déterminée et ce que nous pouvons faire pour redresser la situation. Il ne traite donc pas des bilans des stratégies, mais des idéologies qui les sous-tendent.

Un accent particulier sera mis sur la nécessité de la révolution agro-alimentaire en raison de son importance dans tout processus de développement et du fait que bien qu'amplement pourvue en ressources naturelles (sols, climats, possibilités d'irrigation), l'Afrique reste un continent qui voit environ le quart de sa population souffrir de malnutrition ou de famine; un continent qui, avec 70% de sa population active engagée dans l'agriculture doit recevoir l'aide de pays dont 7% seulement de la population travaille dans le secteur agricole. Les exportations agricoles couvrent de moins en moins les importations alimentaires et les cas de liaisons significatives entre l'agriculture et l'industrie y sont exceptionnels. C'est pourquoi chaque pays du continent a besoin d'une révolution agricole et rurale.

Du nationalisme économique d'Etat du PAL¹ au néo-libéralisme du PPREA²

1. Le nationalisme économique d'Etat en Afrique est né avec les indépendances. Comme ailleurs dans le Tiers Monde, après avoir connu son âge d'or au milieu des années 1960, puis un certain déclin, il a retrouvé un regain. Cependant ce regain est caractérisé par un contenu très économiste réducteur, pendant les discussions sur la possibilité de réaménager les relations entre le Centre et la périphérie (Nouvel Ordre Economique International). Mais dès le début des années 1970, l'observation courante et l'analyse statistique mettaient en évidence la détérioration continue des conditions économiques et sociales, voire politiques en Afrique. Le renversement de cette tendance doit commencer par la déconnexion et la formation d'Etats-nations démocratiques, démontraient des intellectuels de l'école de l'économie mondiale. Ils proposaient un nationalisme économique différent de celui des nationalistes des années 1960. Ces derniers préconisaient et tentaient de mettre en oeuvre (naïvement?) des stratégies de développement autonome, à travers l'étatisation de l'économie. Par conséquent ils refusaient d'admettre que la maîtrise des conditions de l'accumulation suppose au niveau économique la déconnexion par rapport au système des prix mondiaux et au plan politique la soumission de l'Etat au contrôle de la société organisée comportant une composante socialiste marxienne importante.

Selon cette critique du nationalisme économique de la première vague, la révolution agricole et rurale joue un rôle de premier plan, puisqu'elle conditionne le développement économique. Il s'agit d'une révolution qui libère politiquement les ruraux en leur offrant les moyens de contrôler l'Etat et de maîtriser les relations de production, révolutionne la base technique de l'agriculture, et assure l'autosuffisance alimentaire et l'autonomie au niveau

1 Plan d'Action de Lagos.

2 Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique.

national des moyens techniques, financiers et commerciaux de la reproduction. Cette conception de la révolution agricole est inspirée plus par l'expérience de type chinois qu'euro-américain, soviétique ou indien dont les aspects ne peuvent pas être écartés. Ce qui attire dans l'expérience chinoise, c'est qu'au-delà des conditions spécifiques à ce pays, elle a pu très largement amorcé sa révolution agricole et rurale, en maîtrisant ses relations extérieures. Ainsi elle n'a ni eu recours à l'aide financière et technique massive, ni mis sur une rente minière ou énergétique pour les devises. Elle a considéré le plein emploi et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs comme des objectifs prioritaires, d'où le rôle capital joué par la coopération agricole et rurale.

Sans être aussi explicite, cette conception influence le projet de développement agricole en Afrique contenu dans le Plan d'Action de Lagos qui, malgré ses incohérences et contradictions, marque un moment important du nationalisme économique d'Etat en Afrique. A la différence du nationalisme économique des années 1960, le Plan prend en considération le fait que "l'étatisation des hauteurs" de l'économie est une illusion car elle n'empêche nullement les processus de domination économique et de l'exploitation de continuer à jouer.

Du plan d'Action de Lagos au Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique.

Pour présenter les étapes de la doctrine collective des Etats africains sur les relations entre le développement du continent et la forme d'insertion dans l'économie mondiale, nous allons analyser trois textes que l'OUA a adoptés ou approuvés. Nous pensons qu'au-delà de la diversité, ces textes reflètent, au moment où ils sont adoptés, les rapports de force réels et théorico-idéologiques. Les trois textes sont: le Plan d'Action de Lagos (PAL) adopté en 1980 au Sommet de l'OUA de Lagos; le Programme d'Action pour le Développement Accéléré en Afrique au Sud du Sahara en 1981 (Plan Berg): ce programme, présenté aux Etats Africains lors de la réunion annuelle conjointe du Conseil d'Administration. FMI/Banque Mondiale en 1981, n'a pas été officiellement adopté par les Etats Africains. Cependant il est devenu en fait une référence doctrinale implicite surtout aux plans de "réajustements structurels" que les pays africains appliquent les uns après les autres, au fur et à mesure que dure la crise de la balance des paiements; enfin le Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique (PPREA) adopté par le Sommet de l'OUA de juillet 1986 après son adoption par l'Assemblée Générale des Nations Unies en avril 1986.

a) Il y a plusieurs lectures possibles du PAL. Nous en citerons trois:

- La première considère qu'il s'agit d'un document à contenu essentiellement idéologique, ou du résultat d'un exercice rhétorique. Il faudrait donc lui opposer un document plus "scientifiquement" élaboré, c'est-à-dire, sans contenu politique ou idéologique apparent. Mieux, le langage utilisé serait

trop tiers-mondiste. C'est le point de vue occidental exprimé dans le rapport de la Banque Mondiale, pour qui la recherche de l'autonomie du système agro-alimentaire n'est pas un facteur de développement, mais au contraire un frein, car elle oblige à affecter des ressources qui ne maximisent pas le "bien être mondial";

- la deuxième lecture considère le PAL comme un document intéressant, mais à mettre aux archives, puisqu'il n'y a pas de forces sociales pour en exiger l'application. Au contraire, la crise pousse les gouvernements, sous l'effet de l'endettement, à appliquer plutôt le programme de la Banque Mondiale ;

- notre lecture examine le plan de manière critique et le considère comme une étape sur la voie de la formulation d'objectifs et de stratégies répondant aux besoins de l'Afrique. Dans le Plan d'Action de Lagos, la réalisation de l'autosuffisance alimentaire (ASA) est présentée comme un aspect d'une stratégie globale de développement autocentré. Le préambule rappelle en effet, que c'est l'intégration dans le système capitaliste comme périphérie depuis plusieurs siècles qui constitue en Afrique le facteur principal de la crise de développement économique (et pas seulement de la croissance). La priorité donnée au développement agricole est largement justifiée par l'expérience historique et la théorie. Ce point est important. C'est lui qui a fait fonder tant d'espoirs sur le PAL, malgré ses lacunes et ses contradictions. Dans la mesure où il est pratiquement abandonné maintenant, il faut se demander s'il n'a pas été victime de ses propres faiblesses. Les rédacteurs ont utilisé le concept de la stratégie de l'ASA dans un sens très restrictif, puisqu'il n'intègre pas la maîtrise du système agro-alimentaire ; les problèmes de l'autonomie du financement, de l'industrialisation et du développement accéléré d'une base technologique nécessaire à l'agro-vivrier n'ont pas été pris en compte. De plus, le diagnostic n'a fait aucune place au problème de la répartition du produit aussi bien pendant la période coloniale que post-coloniale. En particulier ne sont pas explicités les rapports économiques et politiques qui permettent la surexploitation des paysans et des ruraux en général au profit d'une petite minorité intérieure (urbaine et rurale) et des nations du Centre, et non au profit de l'industrialisation ou des villes en général. Par conséquent, les moyens de redressement préconisés sont restés très vagues. Dans ces conditions, il était facile de prévoir la réalisation de l'autosuffisance entre 1980 et 1985. Cet objectif, pourtant limité, n'a pas été atteint. Au contraire, on s'en est éloigné. Car outre les faiblesses techniques, le PAL supposait remplir une autre condition, à savoir que tout Etat Africain a la capacité sociale (légitimité historique) et technique (institutions, intelligentsia bien formée, nationaliste et critique) de mener à bien une politique d'autosuffisance alimentaire inspirée soit du modèle chinois, soit du modèle indien. Or même les Etats dont les leaders jouissaient effectivement de la légitimité historique ne déconnectèrent pas suffisamment pour déclencher des révolutions agricoles véritables.

b) Malgré ses lacunes, le PAL a marqué une date importante dans la lutte des idées en Afrique. La théorie du développement autocentré qui suppose la

maîtrise nationale sur l'économie y remportait une grande victoire sur l'ultra-libéralisme. C'est pourquoi, dès 1981, la Banque Mondiale publia une sorte de contre-plan. Evidemment derrière la Banque, il faut voir les principaux pays du Centre et notamment les Etats-Unis d'Amérique qui tracent la voie. Selon la thèse défendue dans le document, l'autosuffisance alimentaire n'est pas un concept scientifique, mais politico-idéologique; il relève du nationalisme et non de l'analyse économique qui enseigne que la loi des avantages comparatifs est le meilleur guide en matière d'alimentation comme dans d'autres domaines d'activité économique.

Dans son rapport sur le développement dans le monde (1986), la Banque fait le procès des stratégies qui prennent l'autosuffisance alimentaire comme objectif. On y lit "la question fondamentale n'est pas celle de l'autosuffisance mais celle de l'avantage comparatif. On voit mal pourquoi un pays devrait se soustraire, sous prétexte d'une politique d'autosuffisance alimentaire, des ressources qu'il peut utiliser avec plus de profit à des activités - agricole ou autres - à vocation exportatrice"¹. La Banque n'arrive pas à comprendre pourquoi "l'autosuffisance qui n'est pas un objectif non économique" conserve de nombreux partisans "et que" certains pays sont prêts à de gros sacrifices pour y parvenir"¹ibid..

Remarquons bien qu'au-delà de l'autosuffisance alimentaire, c'est toute politique d'autonomie économique nationale qui est dénoncée par la Banque. Ce faisant elle fait semblant d'ignorer que les lois économiques n'opèrent qu'à travers des systèmes de rapports de force et en général au détriment des plus faibles; elle fait ainsi semblant d'ignorer que le principe de l'avantage comparatif n'est invoqué que par ceux qui n'ont rien à y perdre; elle fait enfin semblant d'ignorer les concepts de base comme ceux de dignité nationale. Mais surtout, elle tente de présenter la recherche d'une stratégie d'autosuffisance alimentaire comme spécifique aux pays de la périphérie. Car, tous les pays développés ont toujours cherché et réalisé l'autosuffisance, tant qu'ils n'exercent pas par leurs firmes, leurs armées ou leurs administrations le contrôle sur les approvisionnements nécessaires à la reproduction de la force de travail.

Est-ce un hasard si la mise en oeuvre de politiques d'autosuffisance alimentaire systématiques en Europe et aux Etats-Unis a coïncidé avec le moment où l'accession des pays africains à l'indépendance a créé les conditions d'une réorientation de l'agriculture en priorité vers la satisfaction des besoins des peuples locaux? Contrairement à ce que fait croire la Banque, la politique d'autosuffisance des grands pays industriels ne va pas être remise en cause de sitôt. Au contraire, elle va se renforcer, car elle ne se justifie pas seulement par des impératifs de sécurité, mais aussi par les enjeux technologiques qu'elle implique. La "high technology" n'est pas absente de l'agro-alimentaire.

¹ Banque Mondiale, rapport sur le développement dans le monde, 1986, p. 86.

c) Le PREA est un programme quinquennal (1986-1990). Comme il est moins diffusé que le PAL et le Programme de la Banque Mondiale, nous allons en rappeler la structure. C'est un texte en deux volumes, l'un de synthèse et l'autre consacré aux programmes nationaux. Le PREA proprement dit forme la deuxième partie de la synthèse qui est le programme d'action; ainsi, à la différence du PAL et du Programme de la Banque Mondiale, il a des composantes qui ont permis de confectionner la synthèse.

Pour l'ampleur des informations statistiques qu'il contient, le PPREA se veut plus "scientifique" que le PAL, sans cependant pouvoir rivaliser avec le Plan de la Banque.

3. D'après le résumé officiel du document de synthèse, le seul qui nous intéresse ici, le PPREA s'articule autour des cinq mesures suivantes:

1) La mise en oeuvre du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos réactualisés.

2) L'amélioration de la situation alimentaire et la réhabilitation de l'agriculture.

3) L'allègement du fardeau de la dette.

4) La lutte contre les effets de la politique systématique de destabilisation de l'Afrique du Sud sur les économies des États de l'Afrique Australe.

5) L'élaboration d'une plate-forme d'actions communes aux niveaux sous-régional, régional, continental et international.

Il serait donc une étape dans la mise en oeuvre du PAL. Le doute est permis. On peut penser qu'il est plus proche de la problématique de la Banque Mondiale. D'une part, l'industrialisation n'est plus considérée comme une priorité et d'autre part une solennité spéciale est donnée au recours à l'aide extérieure. Il s'agit en fait d'un programme de réhabilitation et de développement de l'agriculture africaine et non de *l'agro-alimentaire*. Il propose la priorité à l'agriculture et non aux cultures vivrières. Il propose d'élever la productivité sans industrialisation; ainsi la presque totalité des ressources financières prévues (116 milliards sur 120) devraient aller à l'agriculture proprement dite (47,2% du total), à l'infrastructure de soutien à l'agriculture (44,1%) et enfin à la lutte contre la désertification (5%).

Cette répartition des ressources ne manque pas de surprendre dans un plan dont formellement la réalisation dépend à 30% de ressources extérieures (et surtout d'aide publique extérieure); formellement car parmi les ressources propres (70%), le plan compte les aides déjà obtenues et les engagements ultérieurs. Elle surprend, car 5% seulement sont affectés à la lutte contre la désertification alors qu'à notre avis (c'est vers elle que devrait être canalisé l'essentiel des ressources extérieures, la plupart des autres programmes pouvant être exécutés avec la mobilisation de ressources intérieures humaines notamment.

Les positions du PPREA se sont considérablement éloignées de celles du PAL sur trois problèmes importants. Le principe du développement autocentré est remis en cause y compris au niveau de la stratégie alimentaire.

Le renforcement de l'institutionnalisation des relations entre le centre et l'Afrique est demandé; les mesures d'ajustement imposées par le centre sont légitimées.

A l'approche des problèmes alimentaires en termes de priorité à l'autosuffisance alimentaire, nationale ou régionale, se substitue subrepticement celle de l'avantage comparatif. Pour le PPREA, en effet, le producteur africain peut se trouver devant le dilemme de produire moins en autosuffisance ou plus en acceptant la division internationale du travail: "A certains moments, les producteurs africains des denrées de première nécessité se sont posés la question de savoir si les recettes supplémentaires provenant de l'accroissement des exportations suffiraient à couvrir ne serait-ce que les coûts de production des produits d'exportation supplémentaire"¹.

Cette formulation montre une sorte d'adhésion honteuse au principe de l'avantage comparatif. En effet, nul n'a jamais prétendu que l'autosuffisance alimentaire implique l'autarcie économique, encore moins l'autarcie alimentaire. Ce qui est en jeu, c'est le système de relations qui favorise la dignité et le développement.

La position du PPREA sur la souveraineté des Etats africains nous paraît également ambiguë. Ils proposent la création d'institutions de concertation et de suivi entre "l'Afrique et la communauté internationale"; "Nous proposons qu'un nouvel ensemble de relations - un engagement - s'établisse entre l'Afrique et la communauté internationale qui reposerait sur le principe de la co-responsabilité, selon lequel le soutien massif qui sera apporté à l'Afrique viendrait renforcer la détermination croissante des peuples africains et de leurs gouvernements d'opérer un redressement grâce aux sacrifices exceptionnels qu'ils accompliraient pour mobiliser des ressources au niveau national, rentabiliser au maximum l'utilisation de ces ressources et les appuyer par des réformes et ajustements appropriés. Pour sa part, la communauté internationale s'engage à adopter une nouvelle attitude dans le domaine de la coopération avec l'Afrique"².

Cet engagement des pays du centre à changer d'attitude, devait se traduire, selon les propositions africaines, par un accroissement important de l'aide dont un organe de suivi veillerait à la bonne utilisation. "Chacun s'accorde sur l'absolue nécessité d'instituer un mécanisme permanent de surveillance de l'application du programme prioritaire de façon à définir au plus tôt les problèmes et goulots d'étranglement, et de prendre sans tarder des mesures correctives"³.

Certes, il était prévisible que les Etats du centre n'accepteraient pas de souscrire de nouveaux engagements susceptibles de se traduire par des augmentations importantes de transferts de ressources. Par contre, ils peuvent

1 OUA, propositions par les pays africains à la session spéciale extraordinaire de l'assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique, vol I, 1986, p.7.

2 *ibid.* p. 21.

3 *Ibid.* p. 27.

accepter dans le but de diviser les pays du Tiers Monde, de financer le fonctionnement d'une structure bureaucratique supplémentaire qui n'aurait pas d'effet positif sur le développement du continent. Finalement, le PPREA assume aussi une fonction de légitimation des problèmes de stabilisation et "d'ajustement structurel" qui transfèrent le poids des effets des politiques anti-crise au centre sur les peuples du Tiers Monde.

Dans les passages consacrés à l'analyse des effets des "mesures de stabilisation et de réformes économiques générales", il est reconnu qu'aucun des pays où elles ont été appliquées, n'a retrouvé le chemin de la croissance. Pour le PPREA, cet échec est dû au fait que les programmes n'étaient pas adaptés au contexte africain et n'avaient pas bénéficié de l'effet de durée. Les Etats africains souscrivent ainsi à la thèse du centre selon laquelle l'objectif premier des mesures de réajustement est la création des conditions de relance de la croissance économique. Cependant elles ont des objectifs plus vastes dont, par exemple celui d'affaiblir les bourgeoisies locales et simultanément d'éviter que les peuples ne s'organisent en ce dotant d'Etats qui leur permettraient de vaincre les causes structurelles (cest-à-dire du sous-développement) dont il est si souvent question dans le PPREA¹.

En résumé, tout se passe comme si le principe de ne compter que sur ses propres forces qui voisinait avec celui de la demande d'aide dans le PAL, faisait place au principe du "partenariat".

Dans ces conditions, le fait que le programme place en tête des mesures à prendre la mise en oeuvre accélérée du Plan d'Action de Lagos réactualisé ne doit pas faire illusion. On est passé d'un stade caractérisé par une doctrine cohérente et volontariste de développement à un autre caractérisé par la cohérence imposée par les prétendues lois économiques qui opèreraient sans l'intervention des Etats nationaux dotés de pouvoirs inégaux dont les plus puissants s'opposent au jeu de lois économiques, notamment dans les relations extérieures.

De plus, le PPREA des Nations-Unies ne risque-t-il pas de fonctionner comme un mécanisme de division du Tiers Monde, dans la mesure où, venant après le programme de développement accéléré de la Banque Mondiale, il peut être récupéré par les forces qui cherchent à isoler l'Afrique du reste du Tiers Monde ? A notre sens, des actions spéciales en faveur d'Etats africains et notamment les plus démunis peuvent être prises dans le cadre des structures existantes au sein du système des Nations Unies les moins avancés. Il faut remarquer en effet que si le PPREA concerne formellement tous les Etats membres de l'OUA, en réalité, il traite surtout des problèmes de l'Afrique sub-saharienne dont 25 d'entre eux sont parmi les 36 "pays les moins avancés" (PMA). Or, une structure existe déjà pour traiter les problèmes de ces pays.

¹ B. Founou - Reflection on the utilisation of the monetary and financial system for weakening the peripheral bourgeoisies and stalling the delinking process, T.W.F., Bulletin N 6, 1986, Dakar.

C'est en 1968 que la "Communauté internationale" reconnût que des mesures internationales spéciales étaient nécessaires pour faire face aux vraies difficultés économiques et sociales des pays les moins développés et pour améliorer le niveau de vie extrêmement faible de leurs peuples.

En 1972, la troisième conférence de la CNUCED adopta la première résolution comprenant l'ensemble des mesures spéciales en faveur de ces pays. Plusieurs réunions de l'UNCTAD eurent lieu à cet effet. "En dépit de ces efforts, au cours des années 1970, les pays les moins développés traînaient de plus en plus derrière et dans bien des cas, régressaient".

La conférence des Nations Unies de Paris (1981) adopta "le nouveau programme d'action substantiel (NPAS) en faveur des PMA pour les années 1980. Les objectifs essentiels étaient les suivants: 1) permettre la transformation de ces économies pour les mettre sur la voie d'un développement auto-entretenu; 2) leur permettre de satisfaire au moins les normes internationales minima en matière de nutrition, de santé, d'éducation, de transport, de commercialisation, de logement ainsi que des opportunités d'emploi pour tous les citoyens et en particulier pour les paysans pauvres; 3) inciter la "communauté internationale" à considérer comme un devoir de fournir une assistance substantielle dans la réalisation de ces objectifs, et ce, pour compléter l'effort national"¹. Démarche dans le cadre de cette conférence de Paris ou de toute autre organisation qui n'aurait pas eu à singulariser l'Afrique et aurait été plus intéressante au plan psychologique².

En résumé, nous avons assisté à un glissement idéologique certain du nationalisme au néo-libéralisme en quelques années, entraînant le risque d'affaiblissement du front sud à partir de l'Afrique. Il nous faut en présenter les facteurs essentiels.

Les facteurs

Le recul de l'idéologie nationaliste de développement des Etats africains résulte d'une série de facteurs structurels et conjoncturels que l'on peut résumer en disant que les Etats perdent la marge de manoeuvre dont ils disposaient ou croyaient disposer. Ces facteurs sont d'ordre économique, politique, culturel et historique. Mais nous pensons qu'il faut accorder la plus grande importance à la base économique et notamment aux finances publiques de l'Etat. Sans autonomie en matière de finances publiques, ni le nationalisme de droite (qui ne remet pas en cause l'investissement des sociétés transnationales), ni celui de gauche (qui contrôle étroitement et limite l'investissement des STN), n'est possible. Nous examinerons aussi les facteurs d'ordre politico-sociologique car le nationalisme économique ne peut s'affirmer durablement tant que l'Etat méprise le peuple, l'opprime au lieu de

1 UNCTAD - The least developed countries 1984 & 1985 - Introductions to the Reports.

2 C'est une démarche courante au plan diplomatique. Ainsi on sait que pour l'essentiel, les ACP sont formés de pays de l'Afrique au Sud du Sahara. Malgré cela, la CEE a préféré une appellation plus neutre.

le servir et participe à la surexploitation des travailleurs et des autres ressources du pays.

Dans un premier point, nous montrerons comment les facteurs économiques ont précipité la crise du nationalisme économique. Dans un deuxième, nous mettrons l'accent sur les facteurs d'ordre socio-politique.

a) Facteurs économiques

1. Si l'on prend une formation périphérique particulière, on s'aperçoit qu'elle connaît des cycles de nationalisme économique. En général, l'affirmation de ce nationalisme coïncide avec une période d'autonomie financière de l'Etat, ce qui signifie que ses dépenses de fonctionnement et d'investissement sont pour l'essentiel couvertes par ses recettes fiscales, le déficit étant financé par un emprunt extérieur restant dans des limites maîtrisables dans le court et long terme.

Dans le cas des pays africains où les dépenses de fonctionnement comme d'investissement nécessitent des importations de produits, de techniques et de personnel jouant des rôles cruciaux, l'autonomie des finances publiques dépend non pas directement du produit intérieur mais de l'évolution de la balance des opérations courantes.

Si pour une raison quelconque cette balance se détériore structurellement, les finances publiques entrent en crise et le nationalisme économique tend à reculer car sa base économique disparaît.

Mais le nationalisme économique d'Etat peut être lié aussi à une conjoncture théorico-idéologique, c'est-à-dire à une doctrine dominante en matière de régulation économique. C'est ainsi que jusqu'en 1980, les idées selon lesquelles il ne fallait pas lutter contre la baisse des taux de croissance par la baisse de la demande de consommation de masse (publique déflationniste) étaient partagées par tous les grands des pays capitalistes, certains allant jusqu'à recourir à la planification (souple évidemment). Dans la mesure où la planification est une des composantes du nationalisme économique opérationnel, le nationalisme économique africain de la décennie 1955-1965 n'allait pas nécessairement à contre courant de l'idéologie des politiques économiques dominantes.

L'idée que la politique économique anti-crise, d'inspiration pré-keynésienne pouvait encore s'imposer n'était pas encore admise en 1980. Justinian Rweyemamu n'a-t-il pas été membre de la commission Brandt qui préconisait l'application du néo-keynésianisme à l'échelle de la planète? D'autres intellectuels renommés dans le Tiers Monde n'ont-ils pas soutenu les revendications des bourgeoisies du Sud pour le réaménagement en sa faveur des relations Nord-Sud? Dans cette euphorie, quoi de plus normal que les Etats africains n'apercevant pas les changements des politiques anti-cycliques au centre, adoptent le principe du développement autocentré d'interdépendance? Ce n'était pas en contradiction avec les idées dominantes des années 1974-1976. Mais ce n'était pas réaliste.

Incontestablement cette domination du néo-keynésianisme allait durer jusqu'en 1980, année à partir de laquelle l'hégémonie du néo-libéralisme va trouver un grand défenseur en la personne de Ronald Reagan, devenu Président des Etats Unis. Il met l'accent sur la déflation (diminution du pouvoir d'achat des masses de la périphérie et du centre) pour augmenter les taux de profit jugés trop bas dans l'industrie, en comparaison de ceux qui sont réalisés dans les circuits bancaires.

Le nationalisme économique déclenche dans la population et notamment dans la petite bourgeoisie urbaine, une forte aspiration à la dignité et à l'accélération du processus de construction de la nation par la réduction des inégalités, non par la diminution de son revenu mais par l'augmentation des dépenses publiques pour créer des emplois, développer des infrastructures sociales (de formation, de santé, etc.). Ces aspirations ne peuvent être satisfaites que par plus d'investissement et un accroissement de la production: autrement dit, le nationalisme économique ne peut pas durer sans croissance basée sur des investissements financés à titre principal par des ressources autonomes.

En vertu de cette thèse, le recul du nationalisme économique africain entre 1980 et 1986 s'explique pour l'essentiel par la fragilisation des finances publiques pendant la crise et par la crise concomitante de la balance des opérations courantes. L'idéologie néo-libérale de la déflation justifie l'abandon du PAL, qui mettait l'accent sur la nécessité d'augmenter les investissements publics alors qu'une observation objective de la situation (faite d'ailleurs par la Banque Mondiale) aurait montré aux Etats que les conditions socio-économiques minimales du nationalisme d'Etat avaient été érodées par la crise. Même les pays exportateurs de pétrole commençaient à avoir des difficultés. Ainsi pour le Nigéria, le déficit de sa balance des opérations courantes qui représentait 6% du PIB en 1960 était tombé à 2% en 1977 et 1978, et remontait à 6% en 1981¹.

C'est en même temps, il faut le remarquer, l'âge d'or du nationalisme africain. Mais il s'agissait d'un nationalisme avec une base des finances publiques fragiles. Les taux d'investissement intérieur brut étaient en 1965 de 18% en Egypte et au Ghana; de 10% au Maroc; 23% au Mali, principaux indépendants du groupe de Casablanca qui allait se dissoudre en 1963. Mais ces taux d'investissement élevés n'étaient pas basés sur une forte croissance des exportations. De sorte que ces pays devaient nécessairement connaître des crises de la balance des paiements qui allaient se répercuter sur leur capacité de financer les dépenses de l'Etat et donc d'affirmer le nationalisme économique. Ainsi, en 1965, parmi les pays du groupe de Casablanca, seul le Maroc dégagait un excédent de ressources au niveau de la balance courante de 1% du PIB. Les déficits ghanéen et marocain étaient respectivement de 70% et 11%; celui de l'Egypte de 4%.

¹ Banque Mondiale - Rapports sur le Développement dans le monde. 1980 et 1983.

La timidité du nationalisme économique de bien des Etats pendant cette période s'explique par la crise des finances publiques. Rappelons qu'à cet effet, dans la plupart des cas, les anciennes métropoles ont pris en charge, non seulement le financement (sur prêt) du budget d'investissement des Etats, mais souvent les dépenses de fonctionnement. Dans ces circonstances, le nationalisme économique ne peut pas s'affirmer dans les faits durablement. Comment le Mali du début des années 1960 pouvait-il concilier le nationalisme économique avec une aide budgétaire massive de la France même si celle-ci était comptabilisée hors budget. "Le montant de l'aide que reçoivent les pays francophones des deux sources étrangères principales, à savoir du Fonds d'aide et de coopération (FAC) et du Fonds européen de développement de la Communauté économique européenne. Ces fonds, qui ne figurent pas au budget et sont surtout affectés aux investissements, représentaient en 1961 et 1962 plus de 50% des ressources budgétaires totales en Haute Volta et un tiers au Mali. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, les proportions étaient plus faibles mais nullement négligeables"¹.

A partir de 1973, la situation allait empirer. On assistait à une diminution importante du rythme de croissance des dépenses publiques et à une augmentation du déficit de la balance courante faisant suite non seulement à la détérioration des termes de l'échange, mais aussi à une chute absolue de la valeur des exportations pour un grand nombre de pays non exportateurs de pétrole (en fait le nationalisme économique des années 1970 avant tout celui des pays exportateurs de pétrole). C'est que la crise des exportations touchaient avant tout les exportations agricoles et minières. A partir de 1980, même les 7 pays exportateurs de pétrole connaissaient les difficultés de la balance des paiements et une diminution importante de leurs réserves de change.

Les exportations de l'ensemble du continent africain (Afrique du Sud et Namibie exclues) ont augmenté au taux de 5% entre 1975 et 1986, quoique très irrégulièrement. Mais en raison de la détérioration des termes de l'échange et du recul de la production, les recettes d'exportation des pays exportateurs et non importateurs de pétrole pour 1984 se sont situées respectivement à 65 et 77% de leur niveau de 1980².

2. Les informations dont nous disposons pour étayer les relations entre nationalisme économique et état des finances publiques sont doublement insuffisantes. D'abord, elles ne concernent que les finances des administrations centrales (fonctionnement et investissement) à l'exclusion des finances régionales et locales. Il y a donc sous-estimation des excédents comme des déficits. Ensuite, elles ne sont disponibles que pour vingt-neuf des 40 pays du continent qui ont plus d'un million d'habitants en 1984. La prudence s'impose donc.

1 CEA, ONU, Etude sur les conditions économiques de l'Afrique, Vol. I, 1966, p. 112..

2 OUA, CEA, PPREA, Vol I, p. 68.

Dans six pays, les finances publiques sont en équilibre ou excédentaires. Les informations sont disponibles pour trois seulement (Botswana, Cameroun, Burkina Faso) mais même si l'Algérie, la Lybie et le Nigeria n'ont pas communiqué d'information à la Banque Mondiale, on sait qu'ils n'ont pas de difficultés budgétaires.

Le nationalisme économique algérien a été le plus fort du continent, pour ne pas dire du Tiers Monde, au cours de la décennie 1970. Sans accorder à l'autonomie budgétaire un rôle prépondérant dans le comportement de l'Etat à l'égard des S.T.N., il est évident que sans elle, l'idéologie n'aurait pas pu se traduire en actes durables (comme le montre le cas tanzanien). Il est probable par contre que l'aisance budgétaire soit à base des nationalismes économiques libyens de gauche, et nigérian, plutôt conservateur. Le nationalisme économique timide du Cameroun a certes des racines historiques profondes, mais il est indéniable que l'aisance financière donne une marge de manoeuvre à l'Etat tant vis-à-vis de l'extérieur que des forces internes. Le Botswana malgré une très forte dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud au plan de l'économie et des communications a pu se montrer assez ferme dans son attitude anti-apartheid, en partie grâce à l'équilibre de son budget. Le Burkina semble avoir établi une tradition d'équilibre budgétaire. Sur les 29 pays, il est le seul qui avait un budget en équilibre en 1972 déjà.

Cela peut expliquer en partie la stabilité dont le pays a joui malgré plusieurs coups d'Etat dont le dernier a un projet de nationalisme de gauche.

A l'autre extrême, il y a des Etats à déficit budgétaire immense: le Maroc, l'Egypte, la Zambie, la Sierra Leone, etc. Même si des militaires progressistes arrivaient au pouvoir dans ces pays, il leur serait très difficile de faire mieux que leurs collègues du Libéria et du Mali.

A vrai dire, les Etats qui sont en équilibre budgétaire aujourd'hui peuvent se trouver en situation de déficit demain.

1) Cet équilibre peut avoir été obtenu aux dépens de certaines dépenses destinées à satisfaire des besoins fondamentaux notamment de formation et de santé. Devant la demande croissante des populations et de l'opinion internationale, l'Etat finira par augmenter ces dépenses. Au Cameroun, par exemple, jusqu'en 1983, les dépenses à caractère social étaient très limitées; elles devront nécessairement augmenter. La défense absorbait en 1983 18,3% du budget, l'éducation nationale seulement 13,2% et la santé, 3,2% alors qu'au Kenya, les chiffres étaient respectivement de 13,8%, 20% et 7%: au Botswana, de 7%, 19,4% et 5,6%.

2) Le niveau des recettes de l'Etat est lui-même fonction du volume et des termes de l'échange à l'exportation, variables que les pays ne maîtrisent pas.

Par conséquent, la probabilité pour qu'un pays africain ait des finances équilibrées qui puissent soutenir une économie en expansion est très faible s'il ne transforme pas en même temps les relations entre l'Etat et la paysannerie et s'il ne favorise pas une industrialisation liée à l'agriculture.

b) *Facteurs politiques*

La réduction de la marge de manoeuvre dans le domaine économique (finance et endettement) s'explique en grande partie par la nature des relations que les Etats entretiennent d'une part avec les forces qui sont opposées au processus de construction nationale et d'autre part avec le peuple. A l'égard des forces opposées qui sont extérieures ou intérieures (mais souvent étrangères), l'Etat est en position de subordination, principalement en raison de la corruption¹. A l'égard du peuple, l'Etat pratique l'oppression en recourant souvent à la violence pour extraire le surplus qu'il partage avec les SNT et les Etats-nations du centre.

Prenons d'abord le problème de l'oppression. En général le pouvoir de résistance à l'oppression est le produit d'une tradition culturelle et du développement des forces productives. Lorsque cette tradition et ce développement n'ont pas pu s'épanouir comme ce fut le cas en Afrique avant et depuis la colonisation, ils doivent être initiés soit par les mouvements de libération nationale, soit par les Etats post-coloniaux. Dans l'ensemble, les mouvements de libération nationale africains n'ont pas pu inculquer la tradition démocratique - peu d'Etats post-coloniaux s'y sont consacrés systématiquement - au contraire, le plus souvent, les systèmes oppressifs de la période coloniale ont été renforcés sans qu'au moins en compensation, la base économique n'ait été révolutionnée². En particulier, l'agriculture est restée archaïque. Le taux de surplus par travailleur ou par unité de surface n'augmente point. Or, les besoins financiers de l'Etat et le surplus des STN ne cessent d'augmenter. Laisée au libre jeu des lois de marchés, l'agriculture africaine tend à l'autosuffisance locale et à fuir les circuits officiels. C'est

¹ La corruption a deux sens, l'un légal, l'autre fondamental. Au sens légal, la corruption est l'infraction commise par ceux qui trafiquent leur autorité ou par ceux qui corrompent. C'est une pratique répandue. Dans un Etat qui respecte les citoyens, elle doit être réprimée sévèrement. Mais cette répression n'est possible, que si les responsables les plus élevés peuvent être punis très sévèrement aussi. Dans le texte, c'est à ce sens légal que nous nous référons mais il ne faut pas oublier que la corruption sans infraction existe aussi en Afrique. L'Etat peut en effet légaliser des systèmes de répartition des revenus, de richesses et de pouvoir qui bloquent le processus de la formation d'une nation de citoyens responsables donnant aux plus faibles les moyens de se défendre politiquement, économiquement, idéologiquement.

² Comme en Corée du Sud ou au Brésil.

pourquoi l'Etat intervient tant au niveau de l'allocation des ressources que de la commercialisation.

Dans certains cas, l'Etat interdit la conversion de cultures d'exportation vers des cultures vivrières jugées plus rentables par les intéressés. Dans d'autres, il fixe des prix agricoles non incitatifs que la Banque Mondiale dénonce sans en montrer la logique économique profonde et surtout sans analyser les relations politiques qui accompagnent la surexploitation de la paysannerie.

Mais nous avons vu à propos des finances publiques que le surplus que l'Etat tire du partage du produit intérieur brut entre lui et les STN ne lui permet pas d'assurer sa reproduction. Il a donc recours à une pléthore d'institutions et de personnel d'assistance technique très influente¹ qu'il justifie fondamentalement par l'insuffisance de moyens financiers et de compétences techniques nationales et par l'absence d'un secteur de biens de production.

Or les besoins en aide extérieure ne disparaissent pas (du moins pour l'Afrique dite à faibles revenus), ce qui signifie en clair qu'elle ne concourt pas pour l'essentiel à réduire la dépendance technologique et financière qui est l'objectif proclamé par les "donateurs" et les Etats africains. L'aide non maîtrisée renforcerait plutôt cette dépendance et n'entraînerait même pas la croissance. Ce que la Banque Mondiale elle-même constate dans son fameux rapport sur l'Afrique au Sud du Sahara². L'aide augmente et son efficacité diminue. C'est que cette "aide publique au développement" vue du centre a aussi des fonctions politiques; elle maintient au pouvoir des gouvernements à base sociale étroite et évite en même temps les processus conduisant à la déconnexion. Le centre ne s'oppose donc pas à ce qu'une partie de l'aide soit détournée et lui revienne dans des comptes bancaires anonymes (pour le peuple) aux fins d'enrichissement privé. N'est-il pas de notoriété publique que

1 "Les donateurs jouent un rôle considérable dans la prise de décision relative à la politique alimentaire, étant donné leur large participation aux programmes agricoles. Ils se sont multipliés également: un calcul récent sur les organisations autorisées à travailler dans les pays en développement a relevé 33 organismes d'aide bilatérale, 60 institutions ou fonds de développement multinationaux, et, aux Etats Unis seulement, un total de 366 organismes privés. En outre, le FMI intervient le plus souvent dans la prise de décision concernant les politiques économiques surtout à mesure que la gestion des devises devient importante. Par conséquent, il existe maintenant de nombreux intérêts en concurrence dans ce processus". John Thomas, la prise de décision à l'échelle nationale et la gestion de l'aide et de la politique alimentaires: quelques suggestions tirées de l'expérience acquise en Afrique de l'Est in L'impact de l'aide alimentaire sur le développement en Afrique, Agricultural Development Council, 1290 av. of Americas, New York 10104, 1982 (ouvrage collectif), p. 130.

2 Banque Mondiale: Développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara. Un Programme d'Action.

les fortunes personnelles de certains chefs d'Etat africains dépassent les dettes de leurs pays.

Au moment de l'adoption du PAL, tous les processus de corruption étaient déjà en cours, minant ainsi les finances publiques mais incontestablement la crise a aggravé la situation, d'autant qu'elle a coïncidé avec le cycle de sécheresse qui a précipité la famine, notamment dans les régions sèches (Sahel et autres). On se souvient que le recyclage des pétrodollars à la suite des augmentations des prix du pétrole de 1973-74, avait mis à la disposition du système bancaire occidental d'énormes masses de liquidité, qu'il leur fallait valoriser et utiliser aux fins de contrôle des évolutions économiques et politiques dans le Tiers Monde¹. L'Afrique en reçut une part modeste par rapport à la masse globale, mais substantielle par rapport aux "besoins" (cf. tableaux en annexes sur l'endettement de l'Afrique).

L'aide et les prêts aux conditions du marché furent en fait l'occasion de vastes opérations de corruption. Pour gagner les marchés, Etats et SNT y ont eu recours. La reconnaissance de cette pratique par des responsables politiques du Nord est devenue une banalité².

A la période de prêts tous azimuts, succède, on le sait, à partir de 1981-82, un reflux net vers le centre. Même l'Afrique connaît cette inversion puisqu'en 1984, le montant du service extérieur du Zaïre a été supérieur à celui de l'aide de cette année. Dans ces conditions, le souci de veiller au maintien du courant d'aide peut inciter à l'abandon des déclarations sur le développement autocentré (version PAL) au profit de l'adhésion au néo-libéralisme (version PPREA).

La conséquence de ce glissement est précisément visible sur le problème de la dette. Il n'y a pas d'initiative sur le continent pour une approche globale. Par exemple, les Etats ne réagissent pas à la proposition de Fidel Castro, selon laquelle il faudrait, tenant compte du fait que le prêteur a besoin aussi de l'emprunteur, constituer un front pour opposer un front des débiteurs à celui des créanciers. Il est vrai que peu d'Etats se sentent à même de remplir une des préconditions de cette démarche que Fidel Castro énonce ainsi "réaliser l'unité intérieure d'abord", tant il est vrai qu'elle demande un changement important dans les relations entre gouvernés et gouvernants.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que facteurs économiques et facteurs politiques jouent en faveur des propositions de politiques économiques qui éloignent de l'objectif le développement autocentré dont la validité avait été reconnue par le PAL. Ces facteurs affaiblissent les positions des Etats face au Centre et aux peuples. Mais adhérer au principe du néo-libéralisme est une

1 En février 1987, le Président SANKARA déclarait avoir reçu en cadeaux l'équivalent de 800 millions de francs CFA depuis son arrivée au pouvoir en 1982.

2 éConcernant la dette africaine et du Tiers Monde, Monsieur CHIRAC a estimé "que la responsabilité de la dette incombe pour une grande partie aux prêteurs des organismes financiers qui par leur propension à prêter facilement et à des forts taux d'intérêt, poussent les pays en voie de développement à s'endetter lourdement". Le Soleil, 16/03/87, p. 4.

chose et en pratiquer réellement la politique est une autre. Au centre, deux pays seulement, les Etats Unis et la Grande Bretagne, s'en sont servis pour démanteler les services sociaux et permettre la concentration accrue du capital. Ailleurs, il rencontre des résistances sérieuses. Le gouvernement français n'a pas encore osé remettre en cause par exemple le salaire minimum garanti. En Afrique aussi, la politique dite de stabilisation et d'ajustement structurel (déflation au détriment de l'industrie et des salaires) rencontre des résistances vives même au sein de l'Etat le moins nationaliste. Deux groupes s'opposent en effet à ces politiques: les agents de l'Etat et les "hommes d'affaires" et certaines STN dont la prospérité était liée au secteur para-étatique générateur de corruption en raison des structures socio-politiques dans lesquelles il est inséré. Ces oppositions peuvent parfois conduire à des modifications violentes du personnel politique, mais pour quelle alternative?

Alternatives

Compter sur ses propres forces dans la perspective socialiste et démocratique. L'Etat moderne est l'agent du développement principal et agent régulateur économique et social du premier ordre. De sa capacité sociale et technique à assurer ces fonctions dépend notre avenir.

Au XVIème siècle, l'Etat-nation moderne, naît en Europe sur les ruines de la féodalité culturellement homogène. Cet Etat n'accepte la constitution d'autres Etats-nations qu'en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle Zélande. Partout ailleurs, il les détruit là où ils existent et réussit à bloquer (sauf au Japon), les processus économiques et politiques d'imitation. En Afrique, il procède au démantèlement de l'Empire Ottoman de l'Algérie à l'Egypte, à la traite négrière en Afrique au Sud du Sahara et finalement à la colonisation de l'ensemble du continent. Or la colonisation est négation de la nation colonisée si elle existait auparavant. Mais comme l'aspiration à la dignité et l'identité est une qualité humaine par excellence, les peuples vont lutter pour l'indépendance dans le cadre des nouvelles entités politiques. Il s'agissait pour eux de reconquérir la capacité de décider de leur destin et de participer au façonnement du monde. Tout au long de la colonisation, les aspirations des peuples à former leur propre Etat-nation ou des ensembles d'Etats-nations, capables de résoudre les contradictions politiques internes et régionales sans ingérence étrangère ne cessent de se manifester. Elles culminent dans les mouvements de libération qui ont conduit en moins d'une décennie (1956-1963) à l'indépendance politique de la quasi-totalité du continent. Cette dépendance a donné lieu à une première vague de nationalisme économique que nous qualifierons de centre gauche en raison de son opposition au développement d'une culture marxienne dans les sociétés.

C'est sans doute à cause de cette opposition que dans aucun pays, il n'a survécu à son fondateur¹. Or l'histoire montre qu'un projet de construction nationale sur des bases démocratiques est incompatible avec le monopole idéologique et en particulier avec l'anti-marxisme et l'anti-communisme. Pourquoi?

Le marxisme est à la fois idéologie et méthode. Comme idéologie, il propose de lutter pour l'avènement de sociétés sans classes et donc sans Etat (selon la définition de l'Etat par le marxisme classique). Cette proposition est une sorte de croyance ayant à peu près la même structure qu'une religion ou une morale. Il n'y a pas de preuve incontestable qu'une société sans classe arrivera. Mais nous pensons que ceux qui oeuvrent pour un tel projet ont parfaitement leur place, et même une place privilégiée dans la construction nationale. C'est l'arme par excellence des faibles.

Le marxisme est aussi une méthode d'investigation et de connaissance des sociétés et de l'histoire. Les marxistes ne devraient pas, compte tenu de l'expérience, prétendre qu'ils ont l'exclusivité de la méthode qui conduit à la découverte de la vérité: sa force réside dans son potentiel de critique sociale et politique globale, avec un accent particulier sur la pauvreté et son envers, l'accumulation des richesses au moyen de contrôle sur les moyens de production privés ou étatisés.

En ce sens, le socialiste-marxiste ne se confond pas nécessairement avec le socialiste-marxiste-léniniste. Oubliant les circonstances que Lénine considérait comme conjoncturelles et spécifiques à l'Union Soviétique, certains en sont venus à confondre socialisme marxiste avec la reconnaissance du seul courant officiel. En Afrique, le socialisme, tel que nous le préconisons devra être pluraliste: il aura des spécificités nationales et régionales. Il devra être intraverti, tout en collaborant avec d'autres marxismes nationaux et régionaux. Il prônera le nationalisme de gauche, celui pour qui le plein emploi et la démocratie sont des objectifs essentiels et à réaliser dans un avenir raisonnable.

C'est pourquoi notre conviction est que là où l'approche marxiste ne fait pas partie de la culture populaire, le processus de construction nationale ne se fera pas. D'un autre côté, là où les dirigeants veulent imposer une certaine conception du marxisme, non seulement aux marxistes, mais aux non marxistes, le socialisme ne peut pas se développer.

Il en découle que la responsabilité des leaders progressistes mais pas nécessairement marxistes de notre époque est immense. Ils doivent se débarrasser de l'anti-communisme et l'anti-marxisme qui a caractérisé les leaders de la première génération et se convaincre que le marxisme est nécessaire à la construction nationale.

¹ Parmi les Etats de la Conférence de Bandung, il n'y a que l'Inde dont le projet de développement national (non marxiste-léniniste) ait survécu à son fondateur. Il faut sans doute y voir le fait que malgré ses défauts, le système politique laisse se diffuser librement la pensée marxiste et les organisations qui s'en réclament.

L'impérialisme l'a bien compris. C'est pourquoi il veut toujours acculer les Etats qui se réclament de l'idéologie du socialisme-marxiste-léniniste, soit à s'en tenir à une simple rhétorique, soit à imposer la conception staliniste (une seule idéologie : le marxisme et une seule version, l'officielle version du marxisme dans un pays). C'est ainsi que les expériences éthiopiennes et angolaises risquent de perdre leur potentiel car l'impérialisme peut réussir à réduire le développement d'une culture marxiste ouverte dans ces pays.

Il est permis par contre de penser que malgré les apparences, l'expérience ghanéenne d'aujourd'hui se déroule dans un contexte plus favorable que dans les années 1960. La pensée marxiste semble avoir pris racine dans la jeunesse urbaine. Au Burkina Faso et au Cap Vert aussi, des signes d'espoir existent.

Certains auteurs comme Ergas soutiennent que les centres capitalistes devraient introduire dans leur aide à l'Afrique, la conditionnalité politique¹ moins de corruption et plus de démocratie². Ce point de vue suppose que la démocratie au Sud est compatible avec la polarisation du système capitaliste mondial. Nous ne sommes pas de cet avis. Les centres sont certainement pour une alternance des cycles de démocratie parlementaire et de dictature militaire ou civile dans le Tiers Monde: en effet, ils sont conscients que de véritables régimes démocratiques auraient comme conséquence la remise en cause fondamentale des relations qui induisent constamment la reproduction du transfert du surplus vers les centres. Ce qu'il faut, c'est l'enracinement d'une culture de contestation.

Si une culture de contestation gagne les campagnes, la démocratie locale pourra fonctionner et sera combinée à la démocratie parlementaire. Ainsi, les pays pourront à la fois compter réellement (et pas rhétoriquement seulement), sur leurs propres forces, et simultanément éviter la corruption extérieure, ce chancre qui mine l'Afrique. Ce pas franchi, d'autres obstacles pourront être surmontés. Comment l'amorcer?

Les voies sont diverses. Dans un avenir prévisible, les coups d'Etat contre la "corruption et la mauvaise gestion" continueront mais ne déboucheront pas nécessairement sur l'amorce des processus démocratiques. C'est pourquoi, dans les cadres existants, il faut exiger des espaces pour l'expression, même limitée d'une pensée contestatrice. Dans beaucoup de cas, la démocratie parlementaire pluraliste sera le préalable à l'acheminement vers des démocraties globales (parlementaires et locales), gage du nationalisme économique conséquent.

1 Zaki Ergas - In search of development: some directions for further investigations. The journal of modern African studies. 24/02/86.

2 Nous parlons seulement de la corruption des hommes d'Etat par des agents extérieurs, étant entendu que la corruption intérieure fait partie pratiquement de tous les systèmes sociaux. Sans le fonctionnement effectif d'un système de détection et de sanction de la corruption extérieure des responsables politiques, aucun pays ne peut se développer.

Dans un texte remarquable, Mahmood Mamdani¹ soutient à juste titre que la démocratie parlementaire et pluraliste est d'un intérêt limité dans les conditions africaines si elle n'est pas accompagnée du démantèlement des structures d'oppression au niveau local. Le parlementarisme est une revendication de la petite bourgeoisie urbaine. La dictature sur la paysannerie est parfaitement compatible avec le pluralisme politique et l'organisation d'élections libres. C'est donc pour une démocratie parlementaire et locale qu'il faut lutter. Sur ce plan, les structures politiques des pays où la paysannerie est déjà politiquement émancipée ne peuvent pas nous servir d'exemples. D'un autre côté, prétendre appliquer seulement la démocratie locale ne peut conduire qu'à la dictature puisque les grandes décisions économiques ou politiques se prennent en dernière instance au niveau supérieur. Or il n'y aura pas de nationalisme économique digne de ce nom, si le peuple est opprimé par l'Etat.

¹ Mahmood Mamdani - The Agrarian Question and the Democratic Struggle (with specific reference to Uganda), Third World Forum African Office, Dakar, Bulletin N 6, April 1986).